

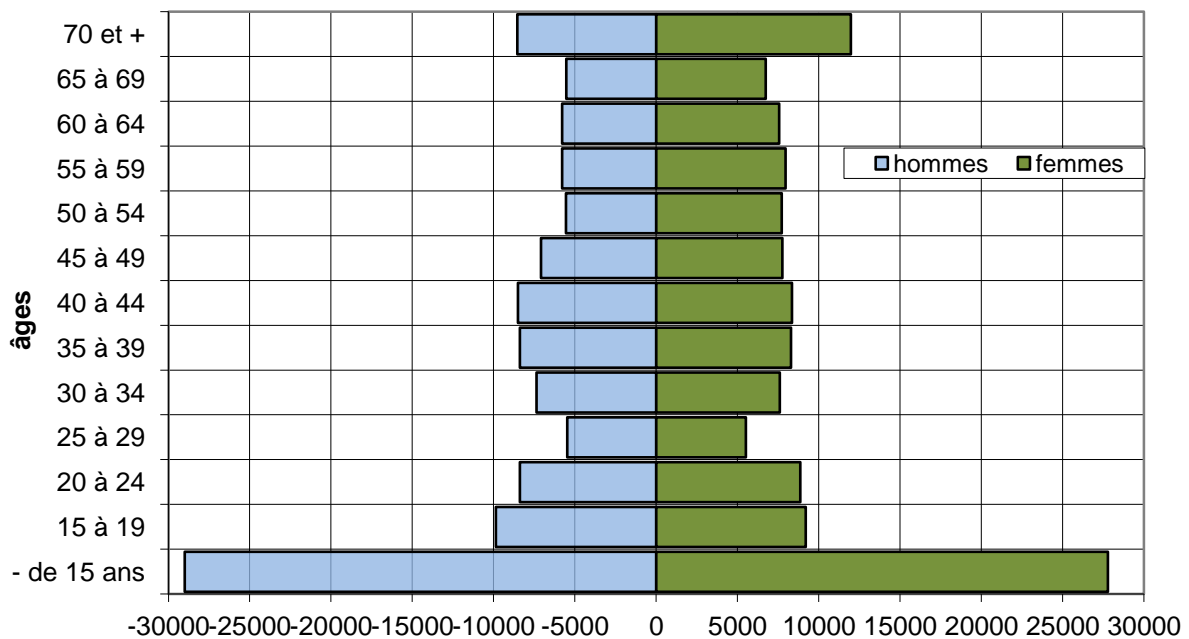
Le Loir-et-Cher des années 40

Brève présentation : le département de Loir-et-Cher n'a pas (encore) été un objet de recherche poussée pour la période contemporaine qui suit la Grande Guerre. Les études consacrées à telle ou telle commune ne consacrent, en général, que quelques pages aux années 30-60. Yves Denis a consacré un dossier des Archives départementales aux élections législatives dans le département, évocation succincte des scrutins de 1871 à 1981.

Un département rural

Côté "occupé" de la ligne de démarcation formée par le Cher, le Loir-et-Cher était l'un des départements les plus ruraux, les moins peuplés et les moins urbanisés de France, avec une densité de 38 habitants par km² au recensement de 1946, et 14 communes seulement, sur 297, dépassant 2000 habitants quand la moitié d'entre elles n'atteignaient pas 500. Son chef-lieu, **Blois**, durement éprouvé par les bombardements de 1940, qui ont anéanti une part de son beau passé architectural, n'atteignait pas 30 000 habitants (26 774 en 1946).

Pyramide des âges au recensement de 1946

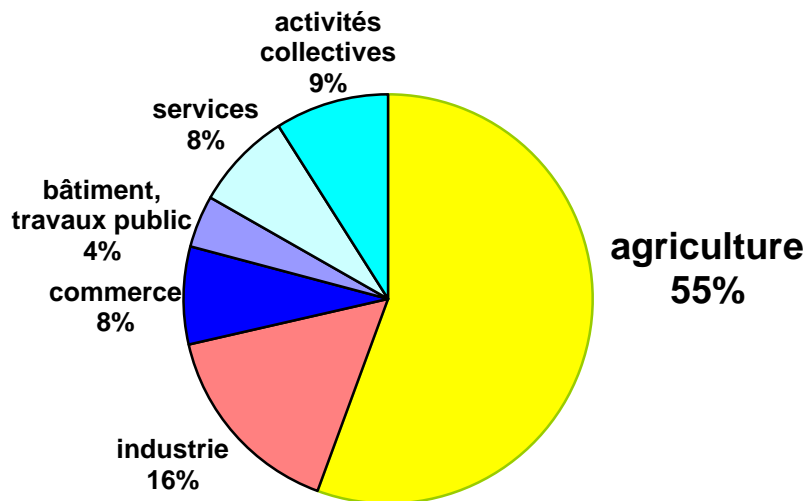


(les tranches d'âges de 0 à 15 ans et de plus de 70 ans ne sont pas détaillées)

L'exode rural et la guerre 14-18 ont largement contribué à amputer le département d'une part de sa population jeune –en particulier masculine – et, en dépit du baby-boom naissant, les plus de 60 ans continuaient d'augmenter leur poids (31,6 % du total en 1946 contre 29,7 % en 1936).

Le graphique ci-dessous en dit d'autre part assez sur la prédominance agricole de sa population active (55 % des emplois) et la faiblesse de ses industries (16 %).

(population active en 1946 : 127 260 personnes sur 242 500 habitants)



Un département « républicain »

Républicain depuis la chute du Second Empire, le département a ensuite suivi une pente de gauche modérée, tant en ce qui concerne les élections locales (voir [Vichy et les municipalités](#)) que les élections nationales, avec toutefois des poussées de violence, comme aux élections législatives de Contres¹ (1928) ou Romorantin (1932), et d'extrémisme comme en 1935, quand l'activiste agrarien Dorgères menaça le radical-socialiste Emile Laurens au cours d'une élection partielle, ou, dans les années 30, l'existence d'un fort courant "Croix de Feu" qui regroupait une partie des élites locales -en particulier le chirurgien Maurice Luzuy. A l'extrême gauche, le parti communiste ne parvint pas à s'implanter dans un département aussi peu industrialisé².

C'était alors presque une terre de mission pour la droite électorale qui ne réussit que rarement à glisser quelques élus face à une gauche radicale-socialiste puis socialiste tempérée. Le Front Populaire, d'ailleurs, fit carton plein dans le Loir-et-Cher³ et le Conseil Général, dominé par une majorité de radicaux-socialistes et radicaux indépendants, gérait les affaires locales au centre-gauche sous l'ombre tutélaire de Camille Chautemps, ancien Député de Blois, l'un des papes du radicalisme national. Son ralliement, même passager, à Pétain en juillet 1940, comme celui de 3

¹ -Voir sur ce site : [« L'émeute de Contres »](#)

² - Je renvoie à l'étude de la [naissance du parti communiste](#) en Loir-et-Cher qui figure sur ce site

³ -Avec un élu, il est vrai, qui, ex-SFIO, se situait en dehors de l'alliance : Louis Besnard-Ferron, maire de Villiers, député de Vendôme depuis les élections de 1928, qui vota les pleins pouvoirs à Pétain en juillet 1940, puis se retira dans sa commune ; franc-maçon, il fut déclaré « démissionnaire d'office » en octobre 1942. Frappé d'inéligibilité à la Libération, il abandonna toute vie politique.

Parlementaires loir-et-chériens sur les 5 présents à Vichy⁴, ne pouvait qu'encourager les notables locaux à un prudent accommodement avec le régime mis en place en juillet 40.

Le Loir-et-Cher ne fut pas pour autant une terre vichyssoise. Outre celles des communes de plus de 2000 habitants, Vichy dut dissoudre une trentaine de municipalités avec parfois la mention « *hostile à l'œuvre de rénovation nationale* ». En y ajoutant la soixantaine de maires démissionnaires ou révoqués, cela fait près d'une commune sur 3 qui manifesta, d'une manière ou d'une autre, une distance avec le pouvoir –et ce, dès 1941 pour beaucoup, voire 1940.

L'histoire de la Résistance loir-et-chérienne et celle de la Libération n'a, pour l'heure, été écrite que par des acteurs (voir la brève bibliographie dans « Sources »). Une recherche approfondie à partir des archives reste donc à accomplir. On peut seulement remarquer que, sans avoir été sereine⁵, la période insurrectionnelle de la Libération n'a pas revêtu en Loir-et-Cher le caractère de violence connu ailleurs. Dès l'origine, le Comité Départemental de Libération, présidé par le député SFIO Robert Mauger, s'est placé sous l'autorité du préfet nommé par le Gouvernement provisoire, Louis Keller. En dépit de quelques inquiétudes⁶, celui-ci, bien reçu par les mouvements de résistance représentés en Loir-et-Cher, a pu réinstaller l'Etat sans autres difficultés que matérielles.

⁴ -Pierre Pichery, sénateur, Kléber Beaugrand et Louis Besnard-Ferron, députés de Romorantin et de Vendôme (le second fut « relevé » de l'inéligibilité pour services à la Résistance). Robert Mauger (député de la 2^{ème} circonscription de Blois) et Joseph Paul-Boncour, sénateur, font partie des « 80 » qui refusèrent les pleins pouvoirs à Pétain.

⁵ -En particulier en Sologne ; par exemple, la libération de Romorantin, en deux phases, a entraîné de nombreuses victimes, fin août-début septembre 44.

⁶ -Tentations de FFI-FTP de s'emparer de municipalités en Sologne, à Villebarou, ... et refus initial de reconnaissance par la hiérarchie catholique (l'évêque, Mgr Audollent, pétainiste convaincu, dut être contraint d'accueillir les nouvelles autorités à la cathédrale lors des obsèques de résistants tués à la libération de Blois nord)